

sous-représentation des femmes dans les postes d'autorité et de l'orientation des filles dans les carrières traditionnelles sans prestige et mal payées...

Aussi, à la question posée: «la scolarisation et la professionnalisation des femmes, est-ce un problème définitivement réglé?», il faut répondre sans hésiter par la négative. Ni les connaissances dispensées, ni les modèles proposés ne permettent aux étudiantes des collèges de se diriger, à effort égal avec les garçons, vers des carrières et dans des voies d'avenir aussi prestigieuses, aussi bien rémunérées.

Communication de
Nicole BRODEUR
Secrétaire générale associée
Conseil exécutif
Secrétariat à la condition féminine

SCOLARISATION ET PROFESSIONNALISATION DES FEMMES

C'est avec grand plaisir que j'ai accepté l'invitation des organisateurs de ce colloque à venir vous entretenir de la situation des femmes au regard des études et du travail.

La réunion de ces deux éléments de discussion dans le même atelier tient sans doute au lien d'interdépendance qui caractérise le monde de l'éducation et celui de l'emploi. En effet, on sait combien la formation scolaire des individus façonne le marché du travail au même titre que ce dernier vient influencer les choix des étudiants.

Transposée au cas spécifique des femmes, cette double question nous amène au double constat suivant: d'une part, l'amélioration de la situation économique des femmes passe par le marché du travail rémunéré et, d'autre part, les chances d'obtenir un emploi augmentent avec le degré de scolarisation qu'elles détiennent.

Cet exposé tentera donc de décortiquer les éléments qui sous-tendent cette problématique et s'articulera autour des trois questions suivantes: où se situent les femmes par rapport aux niveaux de scolarité, quels sont les choix scolaires qu'elles posent et quelle est l'incidence de cette scolarisation sur les emplois qu'elles occupent, particulièrement en ce qui concerne les salaires. Je conclurai finalement par une évaluation globale de cet état de situation.

La scolarisation des femmes

J'ai dit plutôt que les questions relatives à la scolarité et au travail étaient interreliées. Pour s'en rendre compte, on peut comparer le niveau de scolarisation des femmes dans la population en général et dans la population active. Ce qui se dégage d'une telle comparaison, c'est que celles qui participent au marché du travail sont plus scolarisées que l'ensemble des femmes en âge de travailler. Il y a donc une corrélation positive entre la participation des femmes à la main-d'oeuvre et leur degré de scolarité. Cela se comprend aisément puisque plus les

femmes sont scolarisées, plus leur coût de renonciation est élevé si elles choisissent de rester au foyer.

• Quelques données

Pour illustrer l'existence de ce lien entre les études et le travail, regardons les taux d'activités des Québécoises selon le niveau de scolarité (voir tableau 1). En 1987, les femmes qui comptaient moins de 9 ans d'études affichaient un taux d'activité de 22,3%; avec un cours secondaire, ce taux montait à 54,6%; celles qui détenaient un certificat ou un diplôme postsecondaire participaient au marché du travail à 73,5%; finalement, avec un grade universitaire, ce taux atteignait 81%. Ce sont d'ailleurs les femmes diplômées des universités qui présentent le taux d'activité le plus rapproché de celui des hommes ayant le même niveau d'études: 81% pour les femmes contre 88,7% pour les hommes.

• Un portrait général

Qu'en est-il maintenant des niveaux comparatifs de scolarisation des femmes et des hommes au sein de la population active? Ce qu'on remarque à cet effet, c'est que les femmes sont proportionnellement moins nombreuses aux deux extrémités de l'échelle de scolarité, soit parmi le groupe ayant complété moins de 9 ans d'études et celui comptant un grade universitaire. En contrepartie, là où l'on retrouve un nombre de femmes proportionnellement plus élevé, c'est aux niveaux secondaire et postsecondaire (voir tableau 2). Ainsi, dans la population active, 14% des hommes détiennent un grade universitaire contre 12,6% des femmes, tandis que 13,6% des hommes affichent une scolarité de niveau collégial comparativement à 19,1% chez les femmes.

Outre la répartition des femmes entre elles, le «taux de féminité» constitue un indice intéressant pour examiner la place occupée par les femmes à différents niveaux, et dans ce cas-ci à différents niveaux de scolarité. Ce taux se définit comme la proportion de femmes au sein d'un groupe de référence. Sachant que le taux de féminité de la population active est de 42,3% (voir tableau 2), on peut conclure que les femmes sont sous-représentées aux très faibles niveaux de scolarité (taux de féminité: 31,7%) et qu'elles sont sur-représentées au niveau postsecondaire ou collégial (taux de féminité: 50,9%).

Ce portrait général donne une première image somme toute assez positive de l'état de la scolarisation chez les femmes puisqu'on a vu qu'elles sont moins nombreuses en proportion que les hommes à être très faiblement scolarisées, et plus nombreuses à partir du secondaire jusqu'au niveau universitaire, où leur proportion n'est que très légèrement (1,4%) inférieure à celle des hommes.

Les choix scolaires

Pour compléter ce tableau — et peut-être tempérer notre enthousiasme — il importe de faire une analyse plus qualitative en se concentrant sur les choix scolaires qui sont faits par les étudiantes à chacun des niveaux d'études.

• Au secondaire

Regardons d'abord la situation au secondaire. Au secondaire professionnel, puisque les étudiants y font des choix plus « parlants » qu'au secteur général, on constate que les filles ont une propension très marquée à opter pour des champs de spécialisation qualifiés de traditionnellement féminins, tels les services de santé, soins esthétiques, couture et habillement, commerce et secrétariat.

En plus de choisir des métiers traditionnellement féminins, il s'avère que les étudiantes sont concentrées dans très peu de disciplines: à preuve, plus de 80% des filles diplômées au secondaire en formation professionnelle se retrouvent en soins esthétiques et en commerce et secrétariat. Plus de 8 filles sur 10, donc, dans deux secteurs.

• Au collégial

Qu'en est-il maintenant des choix d'études au niveau collégial? Il ressort d'abord que les filles sont plus attirées par le secteur professionnel que ne le sont les garçons. Cependant, au cours des 15 dernières années, on remarque une hausse constante du taux de féminité au secteur général en même temps qu'une baisse de ce taux au secteur professionnel. On peut donc faire l'hypothèse que les étudiantes ont de plus en plus tendance à compléter leurs études collégiales dans le but de poursuivre à l'université.

Au secteur général, la concentration des effectifs féminins se retrouve surtout en sciences humaines et en arts, avec des taux de féminité oscillant autour de 60% et 70% respectivement.

Quant au secteur professionnel, on remarque une sur-représentation féminine marquée dans les techniques biologiques, humaines, de l'administration ainsi que dans les arts appliqués (taux de féminité au-dessus de la moyenne). Par contre, les techniques physiques ne comptent qu'un maigre 11% de femmes sur l'ensemble des étudiants (voir tableau 3).

La concentration féminine dans quelques secteurs du collégial professionnel s'observe également par la répartition des femmes entre les grandes familles de techniques. Ainsi, sur l'ensemble des étudiantes au secteur professionnel, 43% ont acquis une formation en techniques de l'administration — à l'intérieur desquelles on retrouve les techniques de gestion de bureau, de secrétariat, de marketing et de finance, pour ne nommer que celles-là, — et 30% en techniques biologiques, où on reconnaît notamment les techniques infirmières, d'hygiène dentaire et de diététique.

Somme toute, près des trois quarts des filles diplômées du collégial professionnel sont cantonnées dans deux familles. Toutefois, à la différence du niveau secondaire, les secteurs ciblés par les étudiantes du collégial offrent une plus grande variété de spécialisations, bien qu'encore passablement teintée par des choix traditionnellement féminins.

• À l'université

Finalement, c'est à l'université que les signes sont les plus encourageants pour les femmes. En effet, la croissance du taux de féminité des diplômés est remarquable depuis une quinzaine d'années (voir tableau 4): 1er cycle: de 32,1% en 1972, il est passé à 50,8% en 1986 (une hausse de 58%); 2e cycle: de 27,9% en 1972, il atteint 42,2% en 1986 (une hausse de 51%); 3e cycle: de 12,5% en 1972, il s'élève à 27,7% en 1986 (une hausse de 122%).

Au premier cycle donc, les femmes diplômées commencent à s'imposer en nombre; elles accusent toutefois des retards importants aux niveaux supérieurs, bien que le rattrapage se fasse à un rythme soutenu.

En outre, l'évolution du nombre de femmes diplômées des universités est assez impressionnante: ce nombre a plus que triplé entre 1972 et 1986 alors que chez les hommes, il a moins que doublé au cours de la même période.

Les champs de spécialisation où l'on remarque une forte majorité d'étudiantes (taux de féminité oscillant autour de 65% à 90%) sont les arts, les lettres, les sciences de l'éducation et le secteur paramédical (ce dernier attire une proportion de moins en moins grande de femmes depuis quelques années).

Par ailleurs, il se trouve un certain nombre de secteurs où les femmes prennent de plus en plus de place. À titre d'exemple, entre 1972 et 1986, le taux de féminité de ces disciplines est passé de 20% à 45% en médecine; de 12% à 42% en administration; de 5% à 21% en sciences appliquées.

À l'université, il appert donc que les femmes diversifient davantage leurs choix de carrière. Sur l'ensemble des femmes diplômées des universités, il demeure quand même que 57% d'entre elles se retrouvent dans trois disciplines: les sciences humaines, de l'éducation et de l'administration.

Au terme de cette brève analyse de la scolarisation des femmes, il ressort: que celles-ci ont tendance à prolonger la durée de leurs études; que ce faisant, moins elles se trouvent cantonnées dans un petit nombre de disciplines et plus les progrès dans les secteurs moins traditionnellement féminins sont notables. On décèle donc une tendance positive mais son ampleur reste encore assez timide.

Comment les caractéristiques scolaires des femmes se traduisent-elles au sein du marché du travail? C'est ce que nous allons maintenant examiner.

Les femmes et le marché du travail

Malgré une amorce de diversification des études chez les femmes, on constate qu'elles sont doublement concentrées sur le marché du travail: dans le secteur des services où la création d'emplois est fort importante; à l'intérieur de ce secteur, dans un petit nombre d'emplois assortis de conditions de travail médiocres où des facteurs, tels le conditionnement social des femmes et les pratiques de gestion des employeurs, jouent un rôle important.

Parmi les catégories professionnelles où l'on rencontre la plus forte sur-représentation féminine, figure en tête de liste la catégorie «travail administratif» où le taux de féminité est de 77% alors que la main-d'oeuvre globale n'est féminisée qu'à 42% (voir tableau 5). Les principaux emplois qui se retrouvent sous ce vocable sont la sténographie et la dactylographie, la tenue de livre et le travail de comptabilité, la réception et les renseignements. On peut établir un lien entre cette concentration de main-d'oeuvre féminine et celle observée plus tôt chez les étudiantes du secondaire et du collégial professionnels.

De plus, un examen de la répartition de la main-d'oeuvre féminine entre les différentes catégories professionnelles nous apprend qu'une majorité de femmes (58%) occupent trois types d'emplois appartenant au même secteur, soit le travail administratif, les services et le commerce, et que cette proportion est demeurée à peu près stable depuis une quinzaine d'années (voir tableau 6).

• Écarts de salaire

Mais là où le bât blesse, c'est au niveau de la rémunération puisque les femmes touchent des revenus de travail moins élevés que ceux des hommes. Et comme le soulignait Jane Gaskell lors d'un colloque sur la situation économique des femmes sur le marché du travail: «Ce n'est pas que les filles restent à l'école beaucoup moins longtemps que les garçons ou qu'elles y réussissent moins bien. C'est plutôt que les programmes d'études qu'elles suivent débouchent systématiquement sur des emplois moins bien rémunérés dans des professions sexuellement identifiées, même lorsque les filles possèdent un niveau de scolarité identique à celui atteint par les garçons dans leurs propres orientations.»¹⁾

Ainsi, que l'on examine la rémunération selon la profession ou selon le niveau de scolarité, il ressort que les femmes sont moins payées que les hommes.

Regardons d'abord comment se comparent les gains moyens des hommes et des femmes travaillant à temps plein selon certains types de professions en 1986:

Professions	Gains moyens des femmes en % de ceux des hommes
. Direction et professions libérales	72%
. Travail administratif	69,3%
. Commerce	59,6%
. Services	58,2%
. Secteurs primaire et secondaire	53,7%

Au niveau global, c'est-à-dire sur l'ensemble des personnes travaillant à temps plein, le ratio de gains femmes - hommes s'établit à près de 70%. Certes, il faut préciser que cet écart tend à rétrécir d'année en année. Toutefois, cette réalité est encore non moins présente.

Par ailleurs, il est intéressant de poursuivre la comparaison en se basant cette fois-ci sur le niveau de scolarité. On remarque alors que moins les femmes sont scolarisées, moins leurs gains sont élevés par rapport à leurs confrères. Autrement dit, aux plus faibles niveaux de scolarité, les hommes ont une avance très marquée sur les femmes en termes de gains de travail.

Pour l'ensemble des niveaux de scolarité, la situation des travailleurs et des travailleuses à temps plein est la suivante:

Niveau de scolarité de la main-d'oeuvre	Gains moyens des femmes en % de ceux des hommes
. 0 - 8 ans	56,1%
. Cours secondaire partiel ou complété	67,4%
. Certificat ou diplôme postsecondaire	75,6%
. Grade universitaire	69,6%

Ces données indiquent que les femmes ont avantage à poursuivre leurs études au-delà du niveau secondaire puisque, ce faisant, elles se donnent des chances de voir diminuer l'écart salarial hommes - femmes. D'ailleurs, c'est ce qu'on observe depuis quelques années: la diminution de l'écart salarial peut être associée, entre autres, à une scolarisation de plus en plus poussée chez les femmes.

Néanmoins, on ne peut s'empêcher de trouver interpellant que des travailleuses ayant complété une formation universitaire gagnent, encore aujourd'hui, moins de 70% du revenu de leurs homologues masculins. Cette situation peut s'expliquer par deux raisons. D'une part, les femmes détenant un grade universitaire comptent moins d'années d'expérience sur le marché du travail parce qu'elles ont investi le monde universitaire depuis moins longtemps que les hommes. D'autre part, elles sont beaucoup moins nombreuses à détenir un diplôme de deuxième et troisième cycles.

Dans une perspective plus globale, la question des écarts salariaux entre les hommes et les femmes est attribuable à une multitude de facteurs: choix de carrière différenciés, incidence du travail à temps partiel plus forte chez les femmes, écarts en termes d'années d'expérience sur le marché du travail, ségrégation professionnelle. À cela, il semble qu'il faille ajouter l'élément «discrimination pure» pour compléter le tableau. Selon «Relance au collégial», pour la promotion 1984-1985 on constate en effet que même en contrôlant la plupart des facteurs — femmes et hommes exerçant une même profession, à temps plein, quelques mois après la fin des études — un écart salarial d'environ 10% semble vouloir persister.

Considérant cela, il s'avère d'autant plus important que les femmes agissent sur les facteurs qu'elles peuvent contrôler (diversification de leurs champs de spécialisation et orientation vers des secteurs plus prometteurs) si elles veulent voir

¹⁾ Jane Gaskell, «Les femmes et l'éducation: nouvelles orientations», in *Pour un partage équitable*, compte rendu du Colloque sur la situation économique des femmes sur le marché du travail, novembre 1984, p. 51.

s'améliorer leurs conditions socio-économiques.

En guise de conclusion

Pour conclure cet exposé, je dirai simplement que, certes, les femmes ont parcouru un grand bout de chemin — et dans certains cas elles partaient de très loin — tant au niveau de la scolarisation que du travail, les deux mondes étant intimement reliés comme on l'a souligné. Mais quand on se donne pour objectif, du reste fort légitime, d'atteindre l'égalité et qu'on constate à quel point des écarts persistent, on ne peut s'empêcher d'entrevoir que la route est encore longue. Mais il n'est pas interdit d'accélérer le processus: plus les filles seront sensibilisées jeunes à l'importance du choix de carrière qu'elles font, plus vite les effets souhaités se feront sentir.

À cet effet, on peut penser à une série de mesures qui pourraient être mises de l'avant dans le but d'établir un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes. Cet objectif étant ambitieux, il convient de jouer sur plusieurs plans à la fois pour s'assurer de meilleures chances de succès.

Ainsi, au niveau scolaire, il serait important, entre autres, que:

- les conseillers en orientation et en information scolaire et professionnelle, de même que les professeurs, soient sensibilisés à l'écart qui existe entre la scolarisation des femmes et des hommes et ensuite qu'ils s'efforcent de promouvoir auprès des étudiantes l'intérêt des nombreuses carrières non tradition-

nelles: le ministère de l'Éducation met déjà à leur disposition des instruments destinés à cette fin;

- les administrateurs des établissements scolaires prennent les moyens requis pour amener la proportion d'étudiantes dans tous les secteurs à un niveau comparable à la représentation féminine au sein de l'institution: les dispositions concernant la réglementation relative aux programmes d'accès à l'égalité autorisent de telles mesures;

- les administrateurs des établissements scolaires offrent des sessions d'information professionnelle destinées aux parents: les choix des étudiantes sont influencés par les valeurs véhiculées par leurs parents.

Le monde du travail doit également apporter sa contribution à l'introduction de ce nouvel équilibre. À ce titre les employeurs doivent faire des efforts particuliers pour encourager et faciliter l'accès des femmes à des emplois où elles sont sous-représentées, comme le prévoient les programmes d'accès à l'égalité en emploi. Il doit y avoir une prise de conscience relativement aux pratiques de gestion qui perpétuent la discrimination systémique envers la main-d'oeuvre féminine, qu'elles soient directes ou indirectes telles celles qui nuisent à la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles.

Je n'ai mentionné ici que quelques pistes d'intervention pour corriger une situation scolaire et professionnelle qui désavantage encore les femmes. Plus on abordera ouvertement ces questions fondamentales, plus vite les progrès seront enregistrés.

Tableau 1

Taux d'activité des Québécoises selon les différents niveaux de scolarité

1975 - 1985 - 1987

Années	Niveaux de scolarité				
	0 à 8 années	Études secondaires	Études post-secondaire partielles	Certificat ou diplôme d'études post-secondaires	Grade universitaire
1975	23.2	43.5	50.1	63.6	68.1
1985	23.2	52.2	65.1	73.9	81.6
1987	22.3	54.6	70.0	73.5	81.0
Hommes 1987	54.1	79.5	78.8	84.9	88.7

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilations spéciales pour le Secrétariat à la condition féminine, Ministère du Conseil exécutif, Gouvernement du Québec

Tableau 2

Niveaux de scolarité selon le sexe

QUÉBEC - 1987

		Niveaux de scolarité					Total
		0 à 6 années	Études secondaires	Études post-secondaires partielles	Certificats ou diplômes d'études post-secondaires	Grade universitaire	
% de la population de 15 ans et plus	Hommes	23.6	45.3	7.3	12.0	11.8	100.0
	Femmes	25.1	46.2	6.9	13.6	8.2	100.0
	Total	24.4	45.8	7.1	12.9	10.0	100.0
Taux de féminité (%)		53.0	51.9	50.0	54.5	42.2	51.4
% de la population active	Hommes	16.9	47.6	7.6	13.6	14.0	100.0
	Femmes	10.7	40.3	9.2	19.1	12.6	100.0
	Total	14.3	46.0	8.3	15.9	13.4	100.0
Taux de féminité (%)		31.7	42.6	47.1	50.9	49.6	42.3

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilations spéciales pour le Secrétariat à la condition féminine, ministère du Conseil exécutif, Gouvernement du Québec

Tableau 3 - Diplômés du collégial (D.E.C.) en formation professionnelle selon la famille de programme et le sexe (QUÉBEC)

Année	Famille de programmes		Techniques physiques						Techniques humaines			Techniques de l'administration			Arts appliqués			Total												
	Techniques biologiques		Hommes		Femmes		Taux de féminité		Hommes		Femmes		Taux de féminité		Hommes		Femmes		Taux de féminité		Hommes		Femmes		Taux de féminité					
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	%	Nombre	%	Nombre	%	%	Nombre	%	Nombre	%	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	%	Nombre	%				
1976	413	12.2	3,098	51.4	88.2	1,532	45.2	156	2.6	9.2	401	11.8	1,056	17.5	72.5	924	27.2	1,560	25.9	62.8	122	3.6	152	2.5	55.5	3,392	100.0	6,022	100.0	64.0
1977	509	13.9	3,351	50.2	86.8	1,664	45.3	158	2.4	8.7	461	12.6	1,189	17.8	72.1	921	25.1	1,770	26.5	65.8	117	3.2	208	3.1	64.0	3,672	100.0	6,676	100.0	64.5
1979	670	13.1	3,449	39.9	83.7	2,417	47.2	216	2.5	8.2	582	11.4	1,327	15.4	69.5	1,070	20.8	2,859	33.1	72.8	382	7.5	789	9.1	67.4	5,121	100.0	6,640	100.0	62.8
1980	653	12.1	3,049	35.1	82.4	2,558	47.3	242	2.8	8.6	611	11.3	1,236	14.2	66.9	1,227	22.7	3,361	38.7	73.3	356	6.6	801	9.2	69.2	5,405	100.0	6,689	100.0	61.7
1981	658	11.9	2,705	33.6	80.4	2,632	47.4	230	2.9	8.0	687	12.4	1,190	14.8	63.4	1,218	22.0	3,083	35.3	71.7	353	6.4	848	10.5	70.6	5,548	100.0	8,056	100.0	59.2
1982	682	12.4	2,278	29.2	77.0	2,585	46.9	254	3.3	8.9	593	10.8	1,131	14.5	65.6	1,316	23.9	3,255	41.7	71.2	332	6.0	891	11.4	72.9	5,508	100.0	7,809	100.0	58.6
1983	670	12.5	3,195	36.4	82.7	2,529	47.0	287	3.3	10.2	470	8.7	1,213	13.8	72.1	1,336	24.8	3,267	37.2	71.0	375	7.0	826	9.4	68.8	5,380	100.0	8,788	100.0	62.0
1984	773	12.1	2,543	27.5	76.7	3,013	47.0	362	3.9	10.7	570	8.9	1,447	15.7	71.7	1,583	24.7	3,910	42.3	71.2	471	7.3	973	10.5	67.4	6,410	100.0	9,235	100.0	59.0
1985	850	12.7	2,563	27.4	75.1	3,175	47.6	400	4.3	11.2	582	8.7	1,397	14.9	70.6	1,616	24.2	4,039	43.2	71.4	450	6.7	951	10.2	67.9	6,673	100.0	9,350	100.0	58.4
1986	790	12.9	2,421	29.2	75.4	3,014	49.3	379	4.6	11.2	528	8.6	1,307	15.8	71.2	1,496	24.5	3,564	43.0	70.4	289	4.7	614	7.4	68.0	6,117	100.0	8,285	100.0	57.5

Sources : Les diplômés du système scolaire québécois de 1972 à 1976, Ministère de l'Éducation du Québec, Direction des études économiques et démographiques,

Secteur de la planification, avril 1979, Tableau 11, p. 46.

Diplômés 1977, Ministère de l'Éducation du Québec, Direction des études économiques et démographiques, Secteur de la planification, août 1979, Tableau XV, p. 65, tableau XVI, p. 75.

Diplômés 1979, Ministère de l'Éducation du Québec, Direction des études économiques et démographiques, Secteur de la planification, août 1982, Tableau 13, p. 67.

Diplômés 1980, Ministère de l'Éducation du Québec, Direction des études économiques et démographiques, Secteur de la planification, août 1983, Tableau 13, p. 69.

Diplômés 1981, Ministère de l'Éducation du Québec, Direction des études économiques et démographiques, Secteur de la planification, août 1984, Tableau 13, p. 71.

Diplômés 1982, Ministère de l'Éducation du Québec, Direction des études économiques et démographiques, Secteur de la planification, août 1984, Tableau 13, p. 73.

Diplômés 1983, Ministère de l'Éducation du Québec, Direction des études économiques et démographiques, Secteur de la planification, août 1985, Tableau 13, p. 71.

Système des sanctions du collégial de 1984 à 1987, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement collégial, janvier 1988.

Tableau 4 - Diplômés universitaires selon le type de diplôme, le cycle et le sexe (QUÉBEC)

Année	Type de diplômés-es				Taux de féminité %	2e cycle				Taux de féminité %	3e cycle				Taux de féminité %
	1er cycle														
	Hommes Nombre	Femmes %	Hommes Nombre	Femmes %		Hommes Nombre	Femmes %	Hommes Nombre	Femmes %		Hommes Nombre	Femmes %	Hommes Nombre	Femmes %	
1972	8,656	74.6	4,094	67.0	32.1	1,411	12.2	547	9.0	27.9	280	2.4	40	0.7	12.5
1974	9,037	71.2	5,635	67.4	38.4	1,701	13.4	729	8.7	30.0	316	2.5	53	0.6	14.4
1975	9,825	70.6	6,897	72.3	41.2	1,780	12.8	734	7.7	29.2	280	2.0	74	0.8	20.9
1976	9,879	67.3	7,209	63.4	42.2	1,781	12.1	895	7.9	33.4	261	1.8	79	0.7	23.2
1977	10,474	70.0	8,201	69.3	43.9	1,792	12.0	914	7.7	33.8	218	1.5	56	0.5	20.4
1978	11,401	64.1	9,581	61.5	45.7	2,084	11.7	1,041	6.7	33.3	280	1.6	88	0.6	23.9
1979	11,052	64.2	9,359	58.8	45.9	1,854	10.8	1,047	6.6	38.1	236	1.4	97	0.6	29.1
1980	11,542	64.7	10,136	61.0	46.8	1,963	11.0	1,146	6.9	36.9	253	1.4	78	0.5	23.6
1981	11,317	62.3	10,513	57.4	48.2	1,958	10.8	1,244	6.8	38.9	288	1.6	107	0.6	27.1
1982	11,534	61.1	11,190	54.9	49.2	1,998	10.6	1,439	7.1	41.9	287	1.5	110	0.5	27.7
1983	11,439	59.7	10,720	55.5	48.4	2,185	11.4	1,409	7.3	39.2	311	1.6	107	0.6	25.6
1984	11,021	59.7	10,716	54.8	49.3	2,241	12.1	1,480	7.6	39.8	306	1.7	114	0.6	27.1
1985	11,085	59.0	11,136	54.2	50.1	2,381	12.6	1,664	8.1	41.3	385	1.9	134	0.7	26.9
1986	11,615	58.1	12,010	51.7	50.8	2,626	13.1	1,918	8.3	42.2	373	1.9	143	0.6	27.7

	Certificat et diplôme (1er cycle)					Total				
	Hommes		Femmes		Taux de féminité %	Hommes		Femmes		Taux de féminité %
	Nombre	%	Nombre	%		Nombre	%	Nombre	%	
	1,259	10.8	1,426	23.4	53.1	11,608	100.0	6,107	100.0	34.5
	1,643	12.9	1,941	23.2	54.2	12,697	100.0	8,358	100.0	39.7
	2,031	14.6	1,829	19.2	47.4	13,916	100.0	9,534	100.0	40.7
	2,759	18.8	3,189	28.0	53.6	14,680	100.0	11,372	100.0	43.7
	2,485	16.6	2,655	22.5	51.7	14,969	100.0	11,826	100.0	44.1
	4,010	22.6	4,868	31.2	54.8	17,775	100.0	15,578	100.0	46.7
	4,068	23.6	5,417	34.0	57.1	17,208	100.0	15,920	100.0	48.1
	4,071	22.8	5,259	31.6	56.4	17,829	100.0	16,619	100.0	48.2
	4,601	25.3	6,482	35.3	58.4	18,162	100.0	18,326	100.0	50.2
	5,084	26.8	7,655	37.5	60.2	18,881	100.0	20,394	100.0	51.9
	5,237	27.3	7,071	36.6	57.5	19,172	100.0	19,307	100.0	50.2
	4,899	26.5	7,255	37.1	59.7	18,487	100.0	19,565	100.0	51.4
	4,975	26.5	7,615	37.1	60.5	18,786	100.0	20,549	100.0	52.2
	5,385	26.9	9,160	39.4	63.0	19,999	100.0	23,231	100.0	53.7

Sources : Les diplômés du système scolaire québécois de 1972 à 1976, Ministère de l'Éducation du Québec, Direction des études économiques et démographiques, Secteur de la planification, avril 1979, tableau 31, p. 9, tableau 4, p. 12, tableau 5, p. 14.

Diplômes décernés par les universités québécoises (1986), Ministère de l'Enseignement supérieur et de la science, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaire, janvier 1987, tableau A1, p. 1.

Tableau 5
Évolution du taux de féminité de la main-d'œuvre dans les grandes catégories professionnelles

QUÉBEC

De 1976 à 1987

Années	Catégorie professionnelle										
	Ensemble des catégories	Direction et professions libérales	Travail administratif	Travail Commerce	Services	Professions du secteur primaire	Traitement des matières premières	Construction	Transport	Manutention et autres métiers	Non classés
1976	36.0	39.4	70.4	30.6	45.3	17.6	23.4	---	---	20.0	64.7
1981	39.6	42.7	74.5	34.1	49.4	16.9	23.5	---	3.7	18.2	64.3
1987	42.2	45.4	77.2	39.9	52.2	16.1	21.3	---	3.7	20.0	---

Sources : Paquette, Louis, Les Québécoises et les Canadiennes sur le marché du travail de 1900 à 1985, Mémoire de maîtrise en économique, Université du Québec à Montréal, 1985, p. 257.
Statistique Canada, Le population active, décembre 1987, cat. 71-001, Ministère des Approvisionnement et Services Canada - 1988, tableau 73, p. 109.

Tableau 6 Répartition de la main-d'oeuvre féminine entre les grandes catégories professionnelles

QUÉBEC

De 1976 à 1987

Années	Catégorie professionnelle									
	Ensemble des catégories	Direction et professions libérales	Travail administratif	Commerce	Services	Professions du secteur primaire et traitement des matières premières	Construction	Transport	Manutention et autres métiers	Non classées
1976	100.0	23.2	34.4	8.4	15.6	14.8	---	---	2.3	1.1
1981	100.0	24.9	34.0	8.5	16.6	12.5	---	0.3	1.8	1.5
1984	100.0	29.5	31.7	8.5	17.1	11.0	---	0.3	1.9	---
1987	100.0	30.9	33.1	8.9	16.0	8.9	---	0.3	1.8	0.2
1987 (Hommes)	100.0	27.1	7.1	9.7	10.7	25.0	9.1	6.1	5.1	0.1

Sources : Paquette, Louise, Les Québécoises et les Canadiennes sur le marché du travail de 1900 à 1985, Mémoire de maîtrise en économie, Université du Québec à Montréal, 1986, p. 252.

Statistique Canada, La population active, décembre 1987, cat. 71-001, Ministère des Approvisionnements et Services Canada - 1988, tableau 73, p. 109.

Tableau 7 Gains moyens des femmes et des hommes gagnant un revenu selon la scolarité (QUÉBEC-1986)

Scolarité	Travailleurs à plein temps toute l'année		Autres travailleurs		Ensemble des personnes gagnant un revenu	
	Hommes	Femmes F/H %	Hommes	Femmes F/H %	Hommes	Femmes F/H %
0-8 ans	24,216	13,586 56.1	11,800	6,283 53.2	20,016	9,225 46.1
études secondaires partielles ou complètes	24,808	16,723 67.4	9,284	6,136 66.1	19,297	11,393 59.0
études post-secondaires partielles	30,708	18,002 58.6	7,123	5,849 82.1	20,127	10,350 51.4
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	27,608	20,884 75.6	10,253	9,120 88.9	21,289	15,342 72.1
Grade universitaire	42,112	29,454 69.9	15,061	13,249 88.0	37,170	23,942 64.4
Total	28,127	19,535 69.5	10,016	7,295 72.8	21,980	13,438 61.1

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs, compilations spéciales pour le Secrétariat à la condition féminine, Ministère du Conseil exécutif, Gouvernement du Québec.

Tableau 8

Gains moyens des femmes et des hommes travaillant à temps plein selon la profession (QUEBEC - 1986)

Groupe de professions	Gains moyens		F/M %
	Hommes (\$)	Femmes (\$)	
Direction et professions libérales	36,219.52	26,070.48	72.0
Professions du secteur primaire et traitement des matières premières	24,472.96	13,145.29	53.7
Travail administratif	25,929.00	17,959.60	69.3
Commerce	23,991.00	14,303.00	59.6
Services	21,724.00	12,653.00	58.2
Constructions, transports, manutention et autres métiers	26,496.28	14,411.15	54.4

Source : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs, compilations spéciales pour le Secrétariat à la condition féminine, ministère du Conseil exécutif, Gouvernement du Québec.